axiaconsultants

PREPARER LES NAO 2027

Les outils pour mieux préparer les négociations salariales

Etude de situation

Octobre 2026

MAJ : 12/10/2026

QUI SOMMES-NOUS ? Axia Consultants, expert auprès des CSE

Axia Consultants propose une gamme variée de prestations aux représentants du personnel : expertises économiques, expertises en Santé, Sécurité et Conditions de Travail (SSCT), formations, assistance à la gestion du CSE. Dans toutes nos prestations, nous prenons l'engagement d'un lien durable et permanent.

Expertises économiques

Situation économique et financière
Orientations stratégiques
Comité de Groupe (et CEE)
Opérations de concentration
Plan de sauvegarde de l'emploi

Expertises Santé, Sécurité, Conditions de travail

Politique sociale de l'entreprise
Expertise SSCT - Projets importants
Expertise SSCT - Risques graves (RPS, TMS)
GEPPMM
Analyse des rémunérations

Comptabilité et gestion des budgets des CSE

Procédures de gestion
Assistance comptable
Présentation des comptes du CSE
Audit des comptes du CSE

Formation des élus des CSE

Formation économique
Formation fonctionnement du CSE
Formation du trésorier du CSE
Formation SSCT

Cabinet d'expertise comptable, certifié Expert CSE – QTE* et agréé Centre de Formation certifié Qualiopi

Sommaire

1. Environnement économique
Croissance mondiale et française, prix des matières premières

2. Paramètres des NAO 2026/2027
Évolution des salaires, du pouvoir d'achat, mesures fiscales

3. Conclusions

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

1.1. Indicateurs économiques

1.1. ENVIRONNEMENT ECO : Perspectives baissières

Les tensions géopolitiques, la fragmentation géoéconomique et la multiplication des barrières tarifaires, l'inflation, amènent à un réajustement vers le bas des estimations de croissance du PIB, en particulier pour les économies avancées. Les perspectives 2027 restent orientées vers un niveau proche de 2025, mais la fiabilité des prévisions est de plus en plus mise à mal.

Estimations et prévisions annuelles de PIB

Source : Perspectives de l'économie mondiale, FMI, juillet 2026

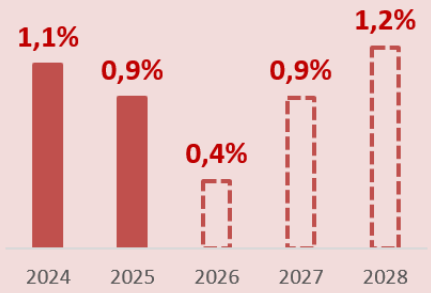
Croissance PIB réel (%)	2023	2024	2025	2026	2027	var
MONDE	**3,2**	**3,3**	**3,5**	***3,0***	***3,4***	**0,4**
Économies avancées	**1,7**	**1,8**	**1,9**	***1,7***	***1,8***	**0,1**
États-Unis	2,9	2,8	2,1	*2,3*	*2,2*	*-0,1*
Japon	-0,2	0,2	1,1	*0,6*	*0,7*	*0,1*
Royaume Uni	0,9	1,1	1,3	*0,8*	*1,3*	*0,5*
Zone euro	**0,8**	**0,9**	**1,4**	***1,1***	***1,2***	**0,1**
Allemagne	*-0,2*	*-0,2*	*0,2*	*0,7*	*1,0*	*0,3*
France	***1,1***	***1,1***	***0,9***	***0,6***	***0,9***	*0,3*
Italie	*0,6*	*0,7*	*0,5*	*0,5*	*0,5*	*0,0*
Espagne	*3,1*	*3,2*	*2,8*	*2,1*	*1,8*	*-0,3*
Marchés émergents	**4,2**	**4,3**	**4,5**	***3,8***	***4,5***	**0,7**
Chine	4,8	5,0	5,0	*4,6*	*4,1*	*-0,5*
Inde	6,5	6,5	7,7	*6,4*	*6,7*	*0,3*
Russie	3,8	4,3	1,0	*1,1*	*1,1*	*0,0*
Brésil	3,7	3,4	2,3	*2,4*	*2,2*	*-0,2*
Afrique du Sud	0,8	0,5	1,1	*1,1*	*1,3*	*0,2*

Perspectives économiques

Notons que la révision des perspectives de juillet 2026 on réduit de -0,3 points la croissance du PIB de la France pour 2026, ramenée à +0,9%.

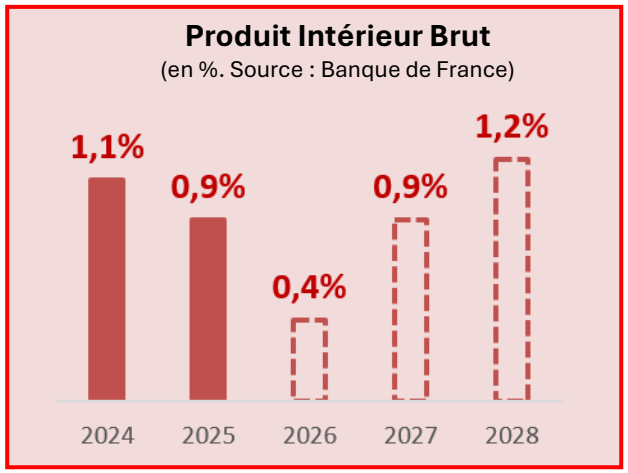
La fin d'année semble à nouveau marquée par une hausse de l'inflation, ce qui pourrait conduire à un atterrissage inférieur à cette projection.

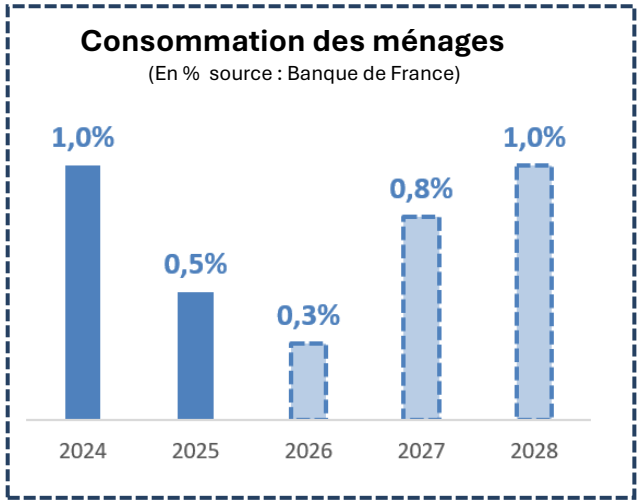
Les prévisions du PIB France de la Banque de France de juin 2026 reprennent cette perspective :

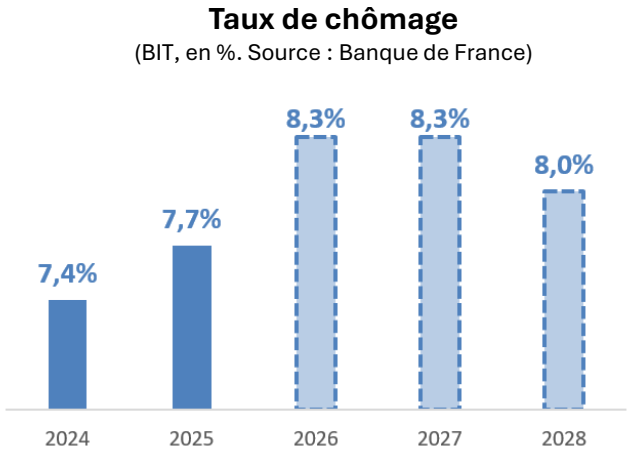


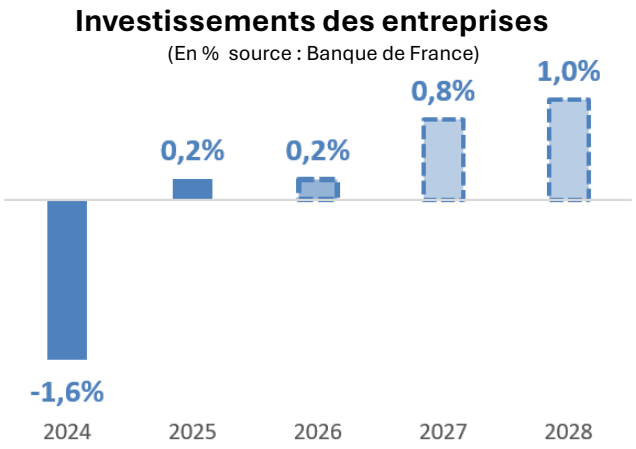
1.1. ENVIRONNEMENT ECO : Perspectives de croissance économique en France

Les perspectives économiques françaises sont en berne, plombée par la conjoncture mondiale. L'année 2026 est négativement impactée et les perspectives 2027 et 2028, très incertaines font état de scénarii d'atterrissage prudents : les variations d'une année sur l'autre demeurent mesurées. La confiance des ménages reste faible, marquée par les prochaines échéances budgétaires et électorales.





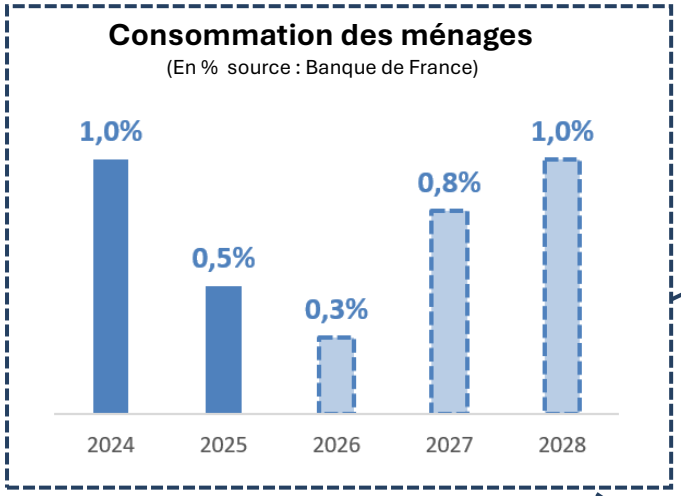


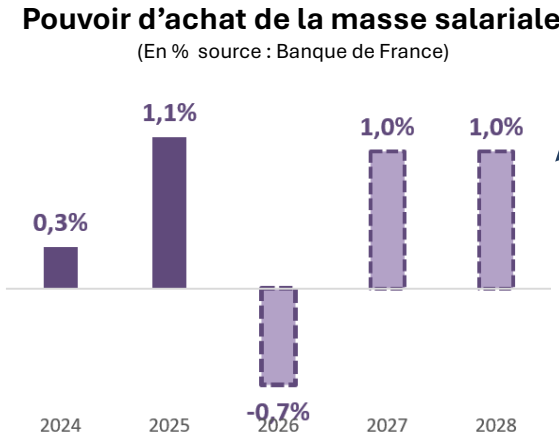


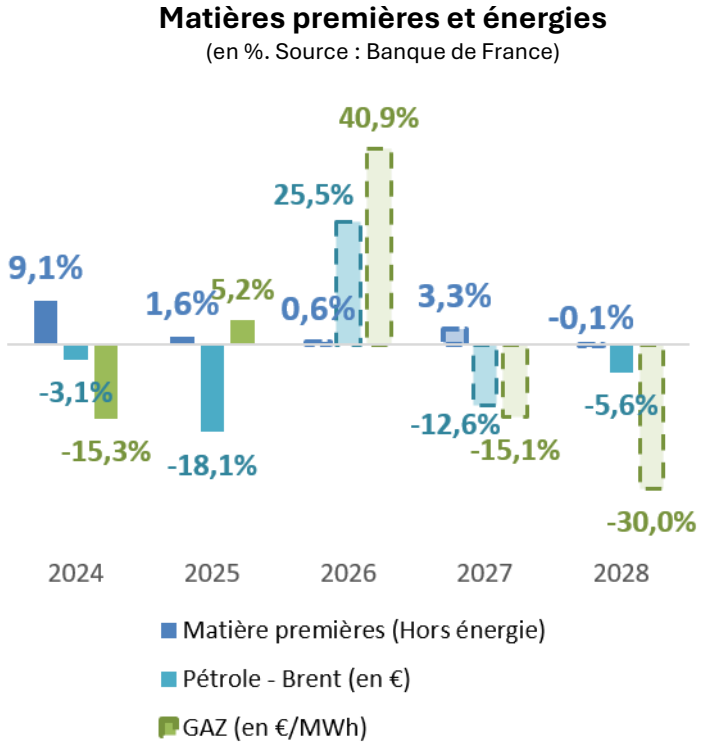
Source : Perspectives de l'économie française, Banque de France, septembre 2026. scénario de base.

1.1. ENVIRONNEMENT ECO : Prévision de consommation en France

Les perspectives de consommation sont moroses en 2026, sous l'effet d'une forte inflation des matières premières et des énergies, mais également une prévision de perte de pouvoir d'achat (-0,7%). Les perspectives 2027 et 2028 sont néanmoins favorisées par un recul attendu des prix de l'énergie et un commerce extérieur qui soutiendrait la croissance. Rappelons que ces projections futures sont basées sur le scénario de base de la Banque de France et sont à apprécier avec une grande prudence. La Banque de France produit d'autres scénarii en raison de l'instabilité économique : favorable, défavorable et très défavorable.







Source : Perspectives de l'économie française, Banque de France, septembre 2026. Scénario de base.

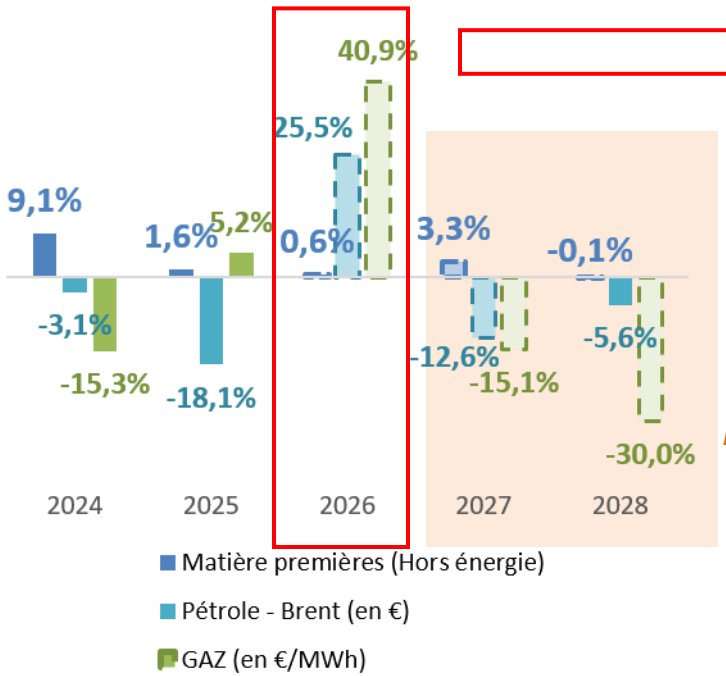
1.2. Prix des matières premières, de l’énergie et des transports

1.2. MATIERES ET ENERGIES : Prévision de consommation en France

Les perspectives de consommation sont moroses en 2026, sous l'effet d'une forte inflation des matières premières et des énergies. Les prévisions pour 2027 et 2028 sont plutôt optimistes au regard des évolutions passées et des tensions géopolitiques toujours intenses. La volatilité des cours est importante.

Matières premières et énergies

(en %. Source : Banque de France)



Détail 2026

Les prévisions sont à confirmer

Source : Perspectives de l'économie française, Banque de France, septembre 2026. scénario de base.

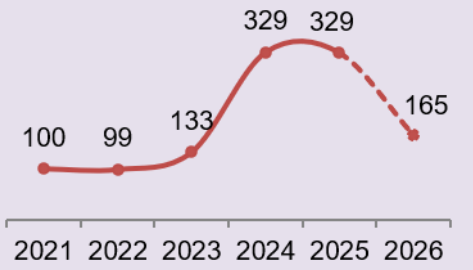
1.2. MATIERES PREMIERES : Prix des produits agricoles en 2026

Les prix des matières premières, bien qu'en période de « déflation » en 2026, restent élevés au regard des niveaux historiques.

Évolution des prix d'énergie

Évolution du cours du cacao

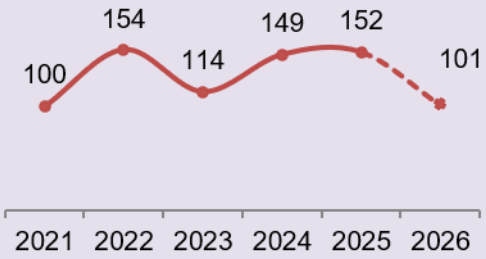
-49,7%



Évolution du prix du beurre,

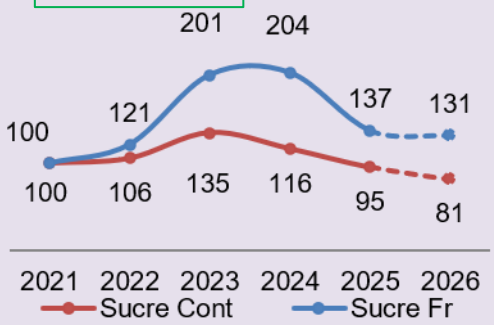
(prix de gros alimentaire)
FranceAgrimer

-33,2%



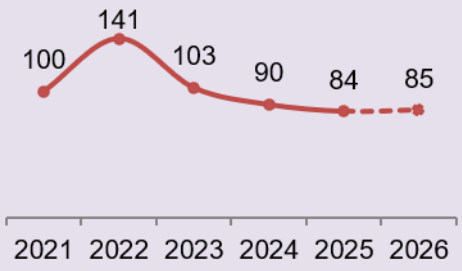
Évolution du cours du sucre

Fr : -4,2%
Cont : -14,6%



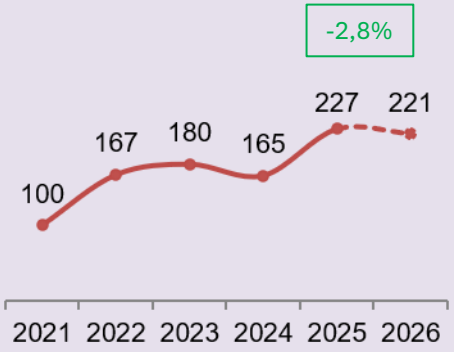
Évolution du prix des céréales

+0,8%



Évolution du cours des œufs

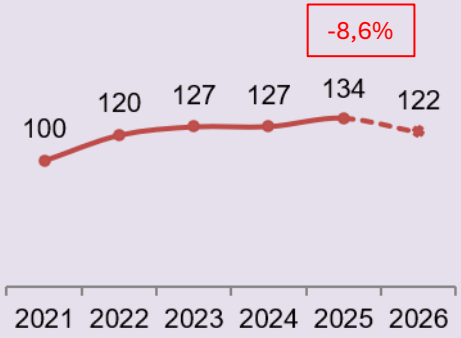
-2,8%



Évolution du prix du lait de vache

(prix agricole à la production)

-8,6%



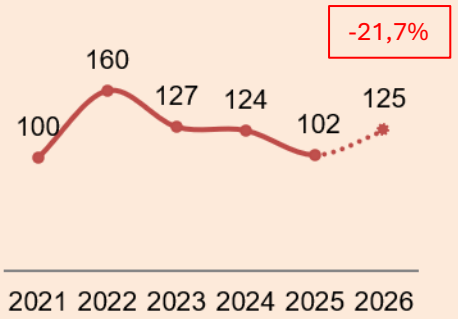
Sources : INSEE, données à juillet 2026

1.2. COUTS DE PRODUCTION : Prix de l'énergie et des emballages en 2026

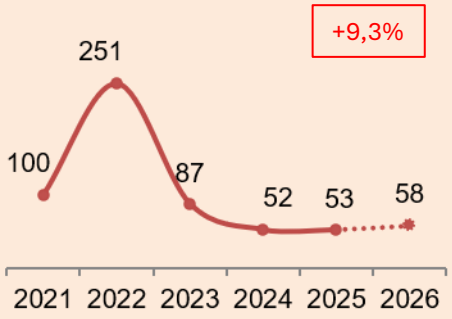
Les prix des emballages et de l'énergie augmentent sur la période, surtout le pétrole, en lien avec les guerres et les tensions géopolitiques en cours.

Évolution des prix d'énergie

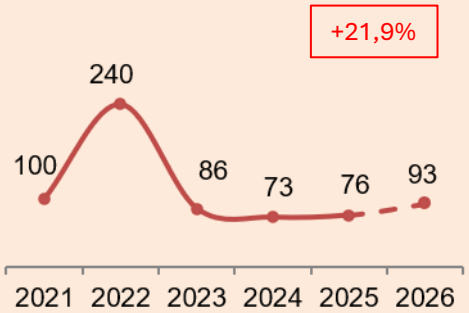
Évolution du prix du pétrole
(base 100 en 2020 - Source : INSEE)



Évolution du prix de l'électricité
(Prix spot Epex en euros par MWh)



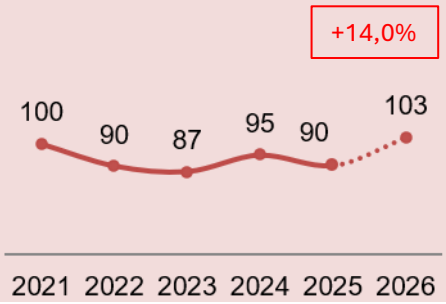
Évolution du prix du gaz
(Prix PEG en euros par MWh)



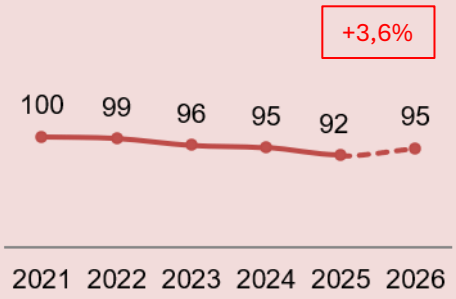
Évolution du prix des emballages

(en base 100 en 2020, prix à la production)

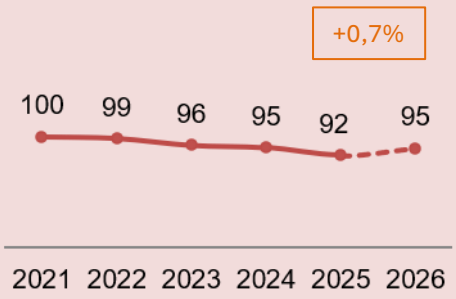
Évolution du prix de l'aluminium
(Source : INSEE)



Évolution du carton
(Source : France Agrimer)



Évolution du plastique
(Source : INSEE)



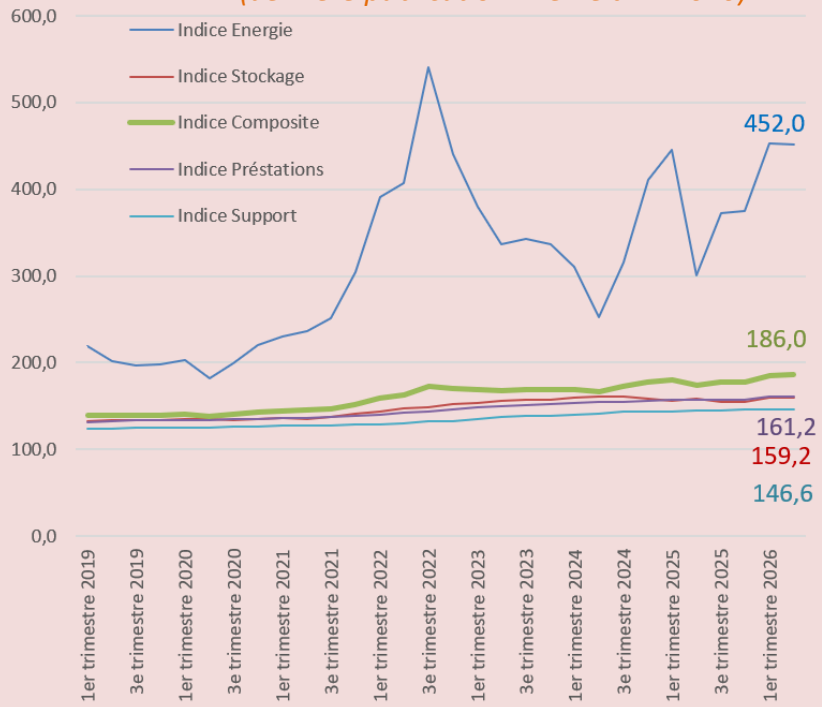
Sources : INSEE, données à juillet 2026

1.2. COUTS LOGISTIQUES : Coûts d'entreposage et de transport en 2026

Les coûts logistiques sont fortement impactés par la hausse des carburants et dans une moindre par les coûts de fonctionnement.

Coût d'entreposage frigorifique

(dernière publication : 2eme trim 2026)



En année glissante*, à date le prix de l'énergie joue encore fortement sur le prix de l'entreposage frigorifique, comme sur les autres activités. Selon les dernières données, **l'indice composite augmente de +6,97% en un an. Hors énergie, la hausse est de +2,03%.**

Source :
http://www.tl-a.net/page_indices_cout.php?cout=2

**annuelle – jusqu'au T2 2026*

Coût du transport routier

Le coût du transport routier, quelque soit les activités étudiées, subit les hausses suivantes :

- ***De façon conséquente, la hausse du pétrole : le gazole augmente de +46% pour le TRM***
- ***Le poids des autres charges** progresse de + 1,5 % pour le TRM (en moyenne sur les différentes activités étudiées), portés principalement par l**es coûts salariaux, le poste maintenance et le renchérissement des assurances.***

Détail du coût des Transports Routiers de Marchandises (TRM)

(données à fin août 2026)

en moyenne annuelle

	Hors composante carburant			Avec composante carburant		
	2023/2024	2025/2024	2026/2025	2023/2024	2024/2025	2025/2026
Longue distance EA - Gazole	+4,9%	+2,2%	+1,5%	+1,3%	+0,2%	+5,3%
Longue distance EA - GNL	+5,1%	+2,3%	+1,6%	-0,7%	+4,1%	+1,5%
Régional EA - Gazole	+5,1%	+2,3%	+1,5%	+1,6%	+0,4%	+5,0%
Régional EA - GNC	+5,3%	+2,4%	+1,6%	-0,4%	+4,0%	+1,4%
Régional Porteurs - Gazole	+5,3%	+2,6%	+1,6%	+2,4%	+1,0%	+4,6%

Source : Comité national routier,
https://www.cnr.fr/espaces/3/indicateurs/61?noContext=1

II. PARAMETES DES NAO 2027

2.1. La hausse des prix

2.1.1 INFLATION : détail par pays

Après une période plutôt calme, l'inflation repart à la hausse depuis le 2ème trimestre 2026.

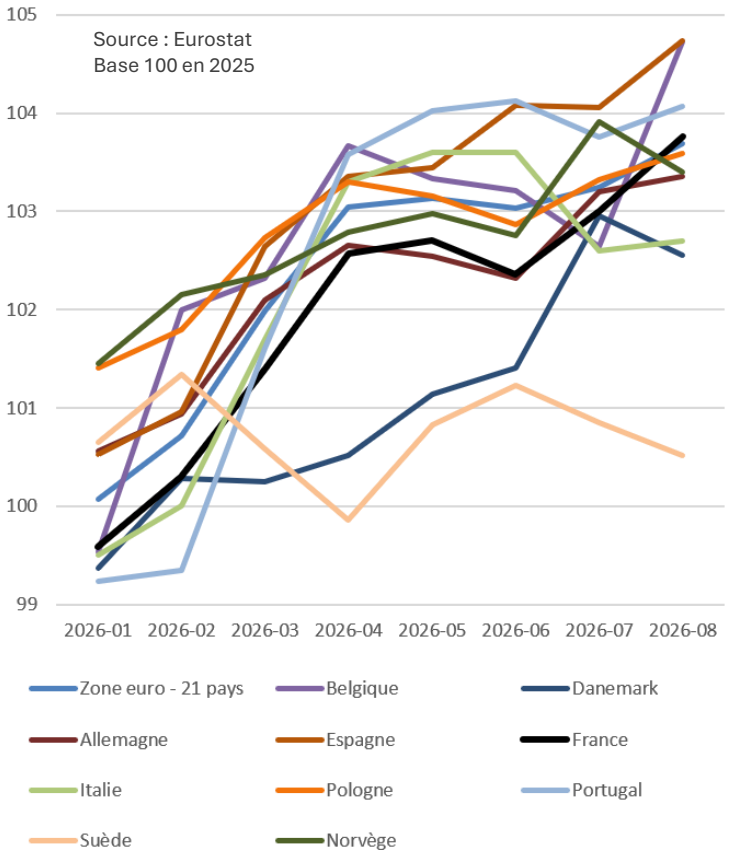
Évolution de l'inflation

(IPCH sauf indication contraire)

Source : Eurostat

	2024**	2025***
Japon*	2,7%	3,3%
Chine*	0,2%	0,1%
Brésil*	4,4%	5,0%
Mexique*	4,7%	3,8%
USA*	3,0%	2,7%
Grande-Bretagne	2,5%	3,4%
Suede	2,0%	2,6%
Norvege	3,2%	3,1%
Pologne	3,7%	3,3%
ZONE EURO	2,4%	2,1%
Allemagne	*2,5%*	*2,3%*
France	*2,3%*	*0,9%*
Espagne	*2,9%*	*2,7%*
Italie	*1,1%*	*1,7%*
Pays-Bas	*3,2%*	*3,0%*
Belgique	*4,3%*	*3,0%*
Portugal	*2,8%*	*2,2%*

Et 2026 ?



Légende

* IPC

** Moy 2024

*** Moy 2025

IPC= Indice des prix à la consommation

IPCH = Indice des prix à la consommation harmonisé

2.1.2 INFLATION : une inflation qui repart à la hausse (IPC CVS)

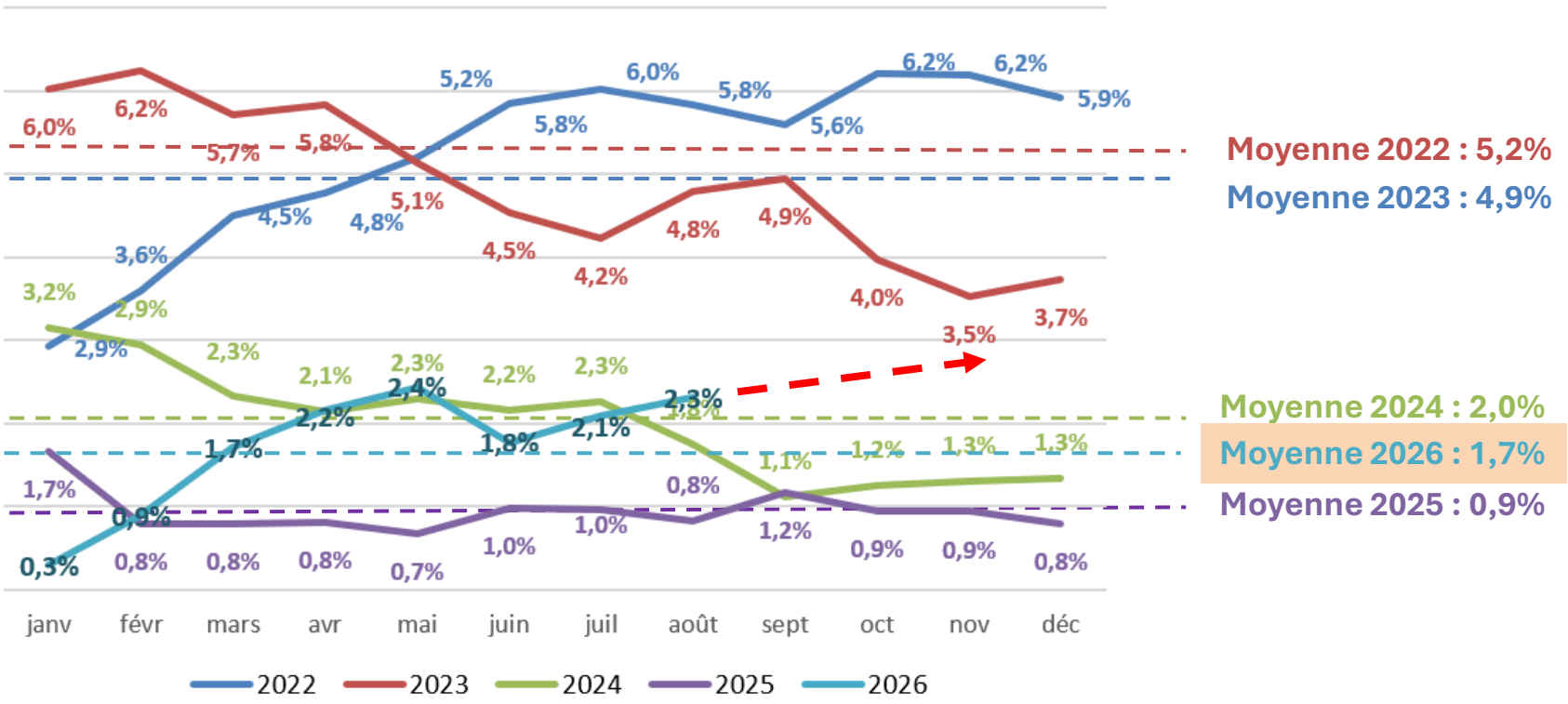
En 2025, l'indice des prix à la consommation en France enregistre un nouveau ralentissement, atteignant +0,9% contre +2,0% en 2024. La désinflation s'explique par un recul plus marqué des prix de l'énergie, ainsi qu'un ralentissement des prix des services. En revanche, les prix de l'alimentation progressaient.

En 2026, la hausse du pétrole s'ajoute à l'addition. L'année devrait également être marquée par une augmentation des autres énergies et matières premières. L'inflation devrait donc se poursuivre sur la fin de l'année pour atteindre un niveau proche de 2% à 3%.

IPC ensemble des ménages, données CVS est plus bas que l'IPCH car il est retraité des variations saisonnières

Indice des prix à la consommation (IPC données CVS*)

(Variation en % par rapport au même mois de l'année précédente)



Sources : INSEE, à fin août 2026

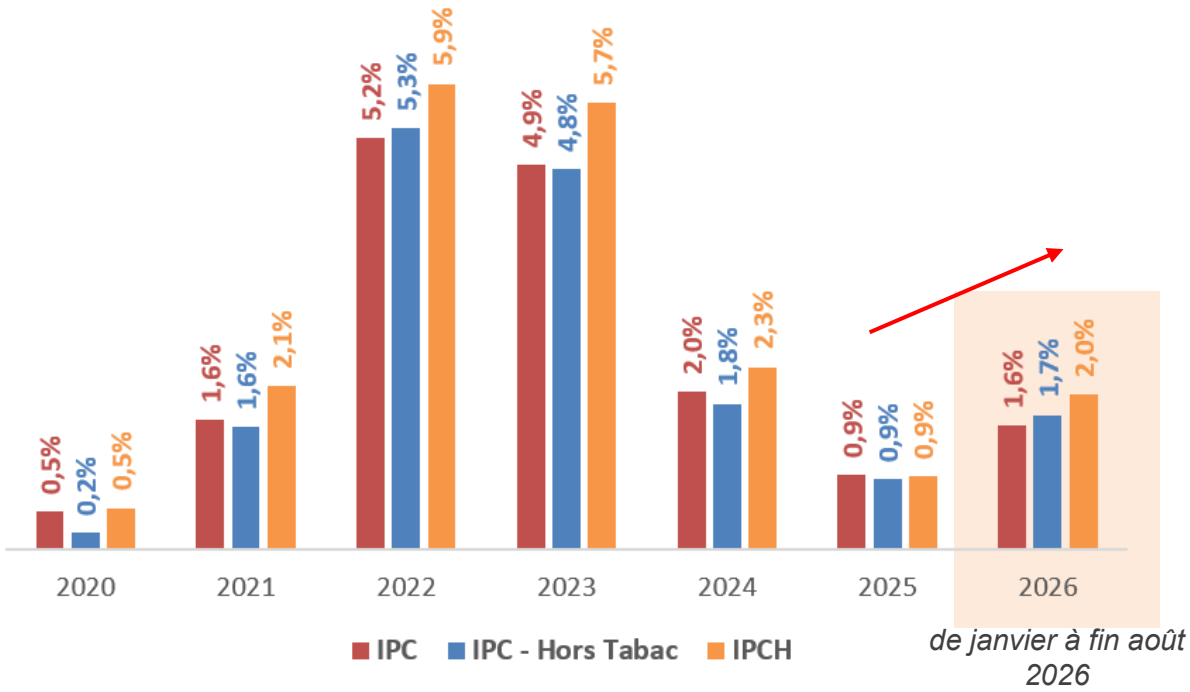
**corrigé des variations saisonnières*

2.1.3 INFLATION : une inflation qui remonte

Après avoir enregistré pendant deux années consécutives un ralentissement marqué de tous les indicateurs d'inflation, en 2026, l'inflation tend à remonter et les indicateurs s'établissent à +1,6% / +2,0% selon les estimations à fin août 2026.

Évolution comparée IPC, IPC hors tabac, IPCH

(Moyenne annuelle, variation en %)



de janvier à fin août 2026

Sources : INSEE,

IPC, IPC hors tabac, IPCH : quelles différences ?

- IPC : Indice des prix à la consommation
- IPC hors tabac : indice des prix à la consommation, hors tabac
- IPCH : Indice des prix à la consommation harmonisée. La principale différence entre l'IPCH et l'IPC porte sur les dépenses de santé : l'IPCH suit des prix nets des remboursements de la sécurité sociale tandis que l'IPC suit des prix bruts. Il permet de comparer l'inflation entre les membres de l'Union Européenne.

2.1.3 INFLATION : Comment choisir entre les différents IPC ?

Des écarts liés aux retraitements pour des périmètres et/ou des usages différents

Même objectif : mesurer l'évolution des prix

1 IPC • ensemble des ménages, y compris tabac

RÉFÉRENCE NATIONALE

Mesure l'évolution moyenne des prix du panier consommé par l'ensemble des ménages en France, tabac inclus.

À retenir : le « thermomètre » général de l'inflation en France.

2 IPC hors tabac

INDEXATION

Même logique que l'IPC, mais les produits du tabac sont exclus du calcul.

À retenir : utilisé pour de nombreuses indexations ; pour le SMIC, l'indice vise les ménages du 1er quintile, hors tabac.

3 IPCH • indice harmonisé européen

COMPARAISON UE

Méthodes et contenu harmonisés entre pays européens. Les dépenses de santé sont notamment suivies nettes des remboursements.

À retenir : comparer l'inflation entre pays ; l'IPC reste la référence nationale.

4 IPC en données CVS

Lecture mois sur mois

LECTURE CONJONCTURELLE

IPC corrigé des variations saisonnières : les effets qui se répètent chaque année sont neutralisés.

À retenir : mieux lire la dynamique d'un mois sur l'autre ; ce n'est pas un nouveau panier.

Sources : INSEE, métadonnées IPC et IPCH ; méthodologie de correction des variations saisonnières. Base 2025 = 100 depuis janvier 2026.

2.1.3 INFLATION : Pourquoi choisir l'IPCH plutôt que l'IPC ?

L'IPCH est plus proche du « reste à payer »

PRIX BRUT
IPC
Prix d'achat du bien ou service

–

– REMBOURSEMENTS
Administrations
Transferts en nature, surtout santé et protection sociale

=

= PRIX NET
IPCH
Dépense directement supportée par le ménage

CONSÉQUENCE
L'IPCH peut mieux refléter le coût effectivement payé

POURQUOI LE SUIVRE

- Il permet de suivre la dépense directement supportée par les ménages.
- Il est harmonisé : il permet les comparaisons entre la France, la zone euro et les autres pays de l'Union européenne.
  Il est utile pour lire la politique monétaire : l'IPCH est l'indicateur européen de référence.
- Bien que ne constituant pas à lui seul un indice du coût de la vie des actifs, le principal retraitement de l'IPCH concerne la santé, dont les remboursements bénéficient davantage aux personnes âgées qu'aux actifs.

CONCLUSION

Pour approcher le vécu des salariés actifs,

- **Suivre l'IPCH en complément de l'IPC, plutôt qu'en substitution ;**
- **Compléter avec des indices catégoriels et des postes contraints** : énergie, alimentation, logement, transport et santé.

2.2. Evolution des salaires et du pouvoir d’achat

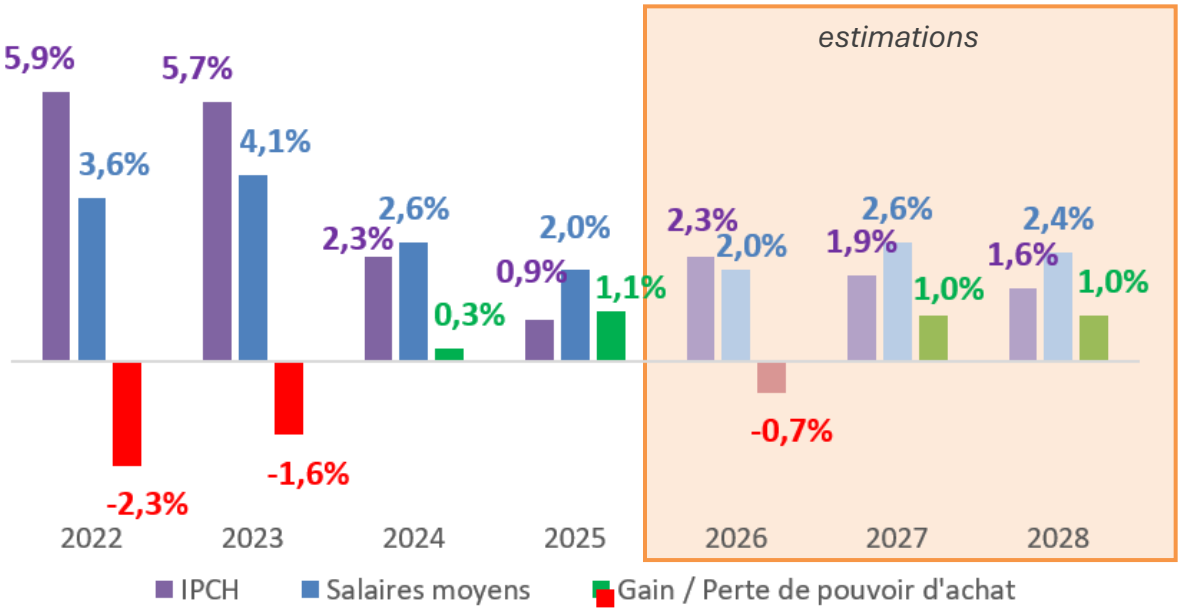
2.2.1 REMUNERATIONS : Impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat 2026 à 2028

La comparaison de l'indice des prix harmonisé (IPCH) et de l'évolution des salaires montre qu'en 2026, le pouvoir d'achat des salariés ressortirait en retrait. Pour 2027, la Banque de France a revu légèrement à la baisse la progression des salaires moyens mais son scénario de base reste orienté vers une plus forte revalorisation à +2,6 % pour une hausse des prix de +1,9% (dont +2,3% sur les aliments). Ce qui permettrait un gain de pouvoir d'achat de +1%.

Notons que les projections sont régulièrement re-éstimées à la baisse. Il convient d'apprécier ces données avec prudence.

Évolution du pouvoir d'achat de l'ensemble des ménages en France

(Variation en %)



Source : Banque de France

Prévisions 2026/2028 à août 2026

Scénario de base (il existe d'autres scénarii :favorable, défavorable, très défavorable)

Hausse de salaire moyen 2026

La banque de France anticipe une hausse des salaires moyen par tête de +2,0% en 2026 (même niveau que 2025), malgré une inflation relevée en cours d'année.

Hausse de salaire moyen 2027

Compte tenu du niveau de l'inflation (IPCH), la Banque de France table sur des augmentations de salaires légèrement plus généreuses qu'en 2026, à +2,6% .

2.2.2 REMUNERATIONS : Prévisions d'évolution des salaires 2026 à 2028

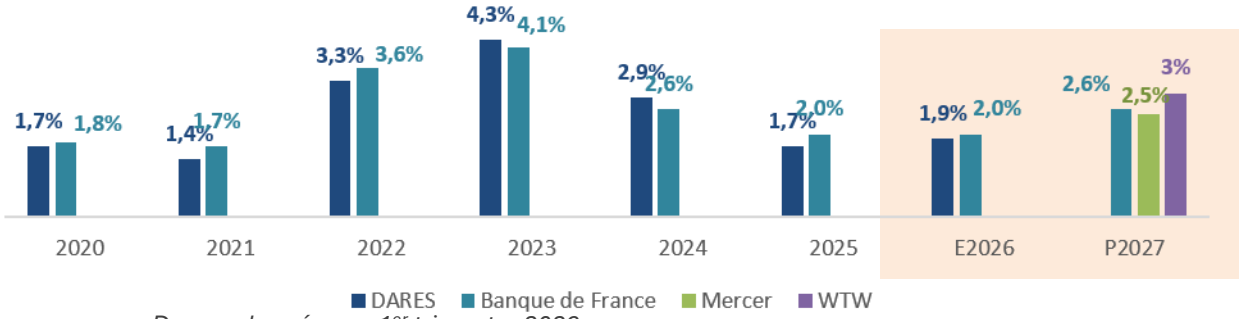
Le ralentissement de la croissance et le contexte inflationniste ramène les prévisions de hausse des salaires vers leur niveau d'avant crises récentes. Le contexte incertain pourrait remettre en question ces projections.
Les augmentations de salaires moyens (y compris parts variable et rémunération collectives) seraient de l'ordre de 205% à 3% en 2027.

Hausse de salaire moyen 2026
La banque de France anticipe une hausse des salaires moyen par tête de +2,0% en 2026 (même niveau que 2025).

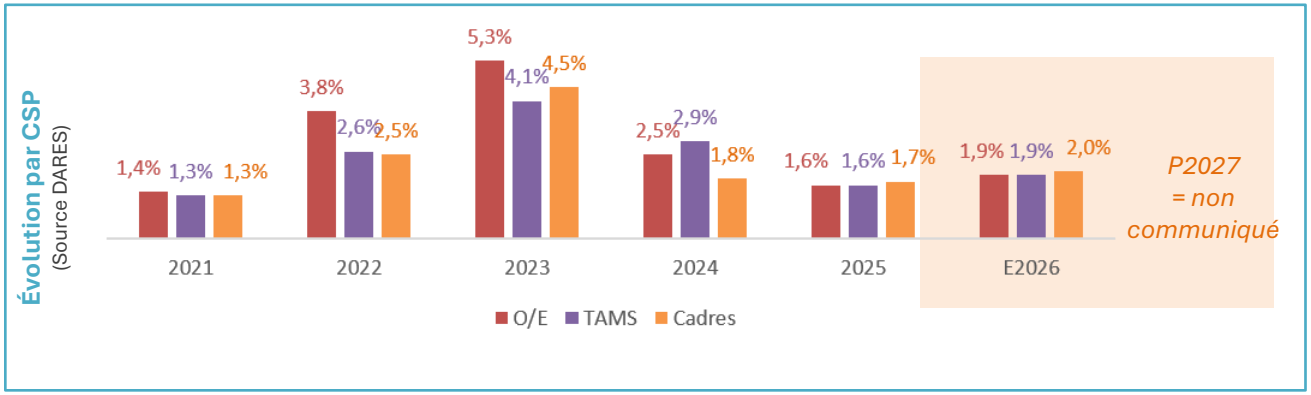
Hausse de salaire moyen 2027
Compte tenu du niveau de l'inflation (IPCH), la Banque de France table sur des augmentations de salaires légèrement plus généreuses à +2,6% .

Les prévisions d'estimations basées sur les informations transmises font ressortir des enveloppes budgétaires comprises entre +2,5% et +3%.
Néanmoins, les résultats de chaque entreprise, l'inflation et la conjoncture pourrait modifier les arbitrages. De la même manière, le budget de l'état via la loi de Finance de la Sécurité Sociale 2027 pourrait influencer ces arbitrages.

Augmentations des Salaires moyens / rémunérations totales



Dares : données au 1er trimestre 2026
Banque de France : données à septembre 2026



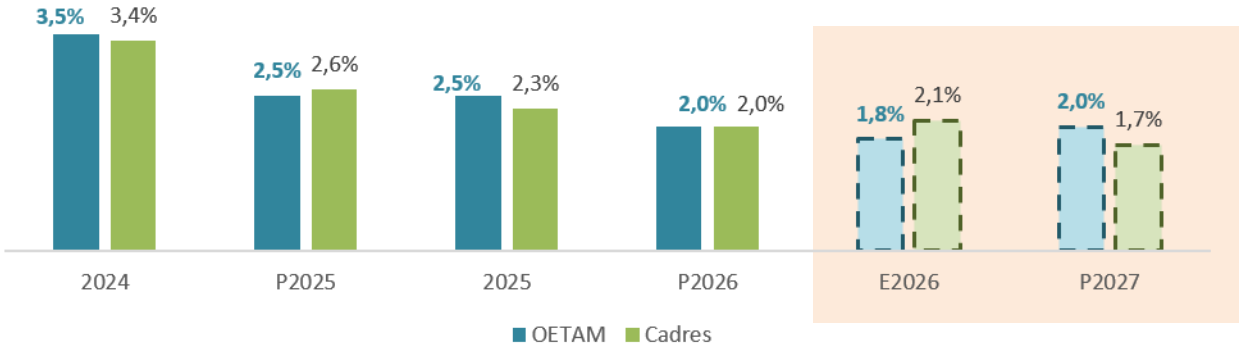
2.2.3 REMUNERATIONS : Prévisions selon la nature des rémunérations (1/2)

Le ralentissement de la croissance et le contexte inflationniste ramène les prévisions de hausse des salaires vers leur niveau d'avant crises récentes. Le contexte incertain pourrait remettre en question ces projections.

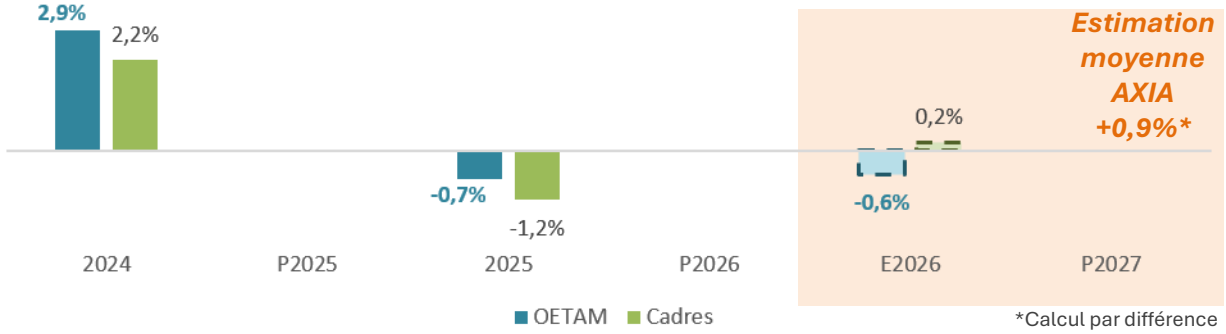
Evolution des rémunérations totales

=

Budgets médians d'augmentation des salaires de base



+ Evolution des autres éléments de rémunérations



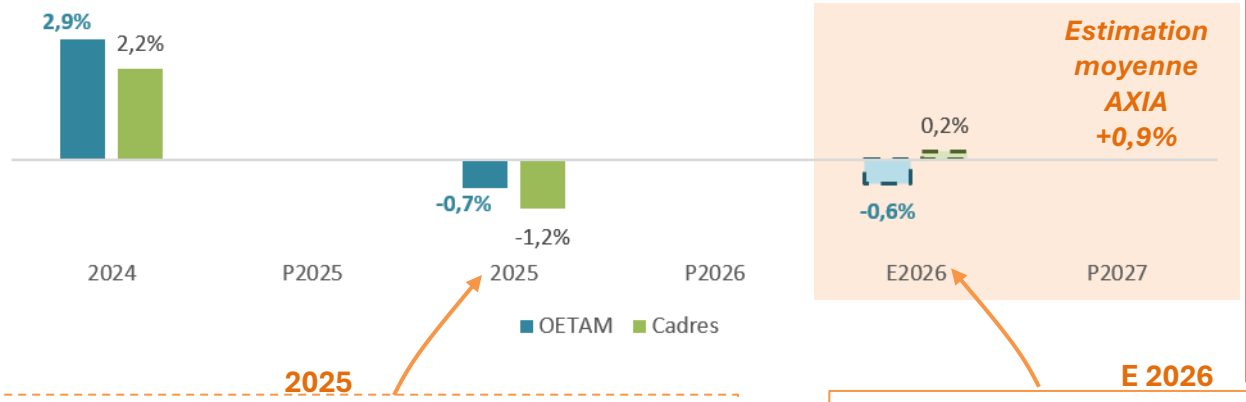
*Calcul par différence

Source : Etude des salaires – Deloitte – Septembre 2026
Données = médiane : donnée située au milieu du classement d'informations rangées par ordre croissant
(**prévisions = données des entreprises du panel)**

2.2.3 REMUNERATIONS : Prévisions selon la nature des rémunérations (2/2)

Les parts variables demeurent fortement ancrées dans les rémunérations des cadres qui enregistrent une évolution favorable en 2026. La PPV, moins utilisée, indique une volonté de redistribuer ponctuellement et de manière ciblée. L'épargne salariale reste un élément important, bien qu'en légère baisse en valeur pour les OETAM, ce qui pèse dans l'évolution globale de leur rémunération. En 2027, l'indexation des salaires aux performances individuelles et collectives, devraient être positive, mais cela reste à confirmer.

+ Evolution des autres éléments de rémunérations



2025

Primes variables

- 78% des OETAM ont perçu une rémunération variable. Le montant médian versé serait de 1,0 k€.
- 85 % des cadres pour un montant médian par personne de 9,1k€ malgré un rapport bonus versé/ cible de 92% à -4 points.

Dont Prime de Partage de la Valeur ajoutée (PPV)

23% des entreprises du panel ont utilisé ce levier. Par CSP, le montant médian versé serait :

- de 300 € pour les OETAM (14% en ont bénéficié)
- et 880 € pour les cadres (7% en ont bénéficié)

Intéressement et participation (I&P)

Le montant moyen I&P versé (hors abondement) serait de :

- pour les OETAM, 2,9 k€. 90 % de la population du panel ont bénéficié de versements d'épargne salariale.
- pour les cadres, 4,2 k€, avec 91 %

E 2026

Primes variables

- 69% des OETAM ont perçu une rémunération variable. Le montant médian versé serait de 1,1 k€.
- 91 % des cadres pour un montant médian par personne de 9,2k€, malgré un rapport bonus versé/bonus cible de 78%.

Dont Prime de Partage de la Valeur ajoutée (PPV)

13% des entreprises du panel ont utilisé ce levier. Par CSP, le montant médian versé serait :

- de 541 € pour les OETAM (22% des OETAM en ont bénéficié)
- et 1 087 € pour les cadres (26% des cadres)

Intéressement et participation (I&P)

Le montant moyen I&P versé (hors abondement) serait de :

- pour les OETAM, 2,5 k€. 91 % de la population du panel ont bénéficié de versements d'épargne salariale.
- pour les cadres, 4,3 k€, avec 92 %

RAPPEL - Régime fiscal et social de la Prime de Partage de la Valeur ajoutée (PPV)

La PPV bénéficie, depuis 2025, de 3 régimes d'exonération distincts :

1. ***Régime général***
Exonération des cotisations sociales dans la limite d'un montant versé de 3000€ par an et par salarié
2. ***Régime majoré***
Plafond du montant versé fixé à 6000€ pour les entreprises ayant mis en place un accord d'intéressement ou de participation volontaire
3. ***Pour les entreprises de moins de 50 salariés***
Exonération d'impôt sur le revenu est maintenue jusqu'en 2026 pour les salariés dont la rémunération est inférieure à 3 SMIC.

Source : Etude des salaires – Deloitte – Septembre 2026
Données = médiane : donnée située au milieu du classement d'informations rangées par ordre croissant.

2.2.4 REMUNERATIONS : L'évolution du SMIC (indicateur de référence)

Indicateur de référence , notamment pour les bas salaires, le SMIC pourrait être revalorisé en janvier 2027, du fait du contexte inflationniste.

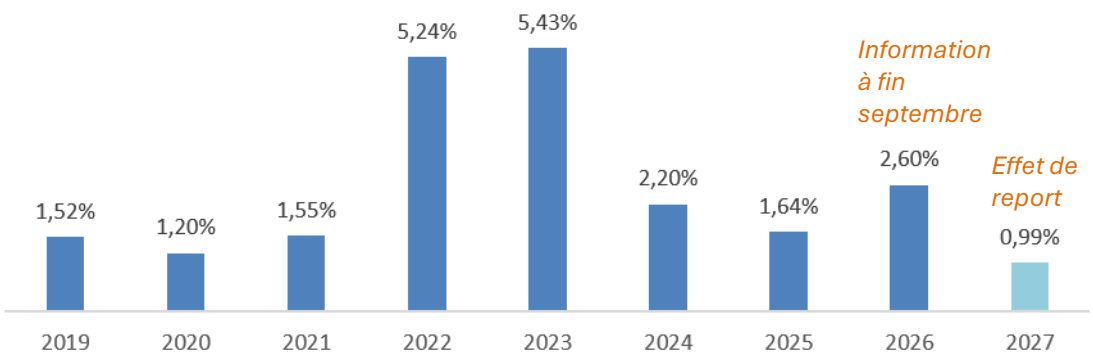
Après de fortes augmentations de 2022 et 2023, le SMIC a progressé de +2,2 % en 2024, sous l'effet des revalorisations automatiques. A noter que le SMIC n'a pas connu d'évolution sur l'année 2025. Néanmoins, par effet de report, la hausse moyenne serait autour de +1,7 %, en lien avec le reflux de l'inflation.

En 2026, à date, l'augmentation du SMIC aura été de +2,6%, soit un niveau relativement élevé indiquant une conjoncture économique fragilisée. Il a fait l'objet de 2 revalorisations sur l'année.

En 2027, l'inflation persistante pourrait conduire à une nouvelle augmentation en début d'année qui s'additionnerait à un effet de report de près de +1%.

Evolution annuelle du SMIC

Sources : INSEE



Comment le SMIC augmente-t-il ?

Mécanisme automatique : articles L3231-4 à L3231-12 du Code du travail, si l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 2% au moins vs l'indice retenu lors du dernier relèvement.

Revalorisation supplémentaire : hausse additionnelles possible par le gouvernement lors de la présentation du budget.

Hausse du SMIC

Le SMIC a été augmenté 11 fois au cours des 5 dernières années en raison de l'inflation essentiellement :

date	€/h	variation
01/01/19	10,03	1,5%
01/01/20	10,15	1,2%
01/01/21	10,25	1,0%
01/10/2021	10,48	2,2%
01/01/2022	10,57	0,9%
01/05/2022	10,85	2,7%
01/08/2022	11,07	2,0%
01/01/2023	11,27	1,81%
01/05/2023	11,52	2,2%
01/01/2024	11,65	1,13%
01/11/2024	11,88	2,0%
01/01/2026	12,02	1,2%
01/06/2026	12,31	2,4%

Outre une possible revalorisation, en 2027, l'effet de report sera presque de 1%.

2.3. Evolutions législatives et fiscales

RAPPEL 2026 : une réduction générale dégressive unique (RGDU)

La « réduction Fillon » est refondue et absorbe les deux allègements de taux maladie et famille.

JUSQU'EN 2025 : 3 MÉCANISMES

1. **Réduction générale**
   dégressive jusqu'à 1,6 SMIC
2. **Taux maladie réduit**
   – 7 points jusqu'à 2,25 SMIC
3. **Taux famille réduit**
   – 1,8 point jusqu'à 3,3 SMIC

FUSION

À PARTIR DU 1er JANVIER 2026

1 seul dispositif

"RGDU"



Réduction maximale au SMIC, puis décroissante jusqu'à devenir nulle au seuil de sortie.

PPV intégrée à la rémunération de calcul

CE QUE CELA CHANGE

- **Périmètre élargi**
  les rémunérations de 1,6 à moins de 3 SMIC entrent dans le dispositif
- **Barème plus progressif**
  l'allègement diminue de façon continue avec le salaire
- **Lecture globale nécessaire**
  le gain RGDU doit être rapproché de la suppression des allègements maladie et famille

Point d'attention 2026 : le calcul est fondé sur le SMIC au 1er janvier 2026. Après la hausse du SMIC au 1er juin, le seuil correspond à 2,9293 SMIC courant.

Hausse du SMIC probable en 2027 : quel effet sur la RGDU ?

À rémunérations inchangées, une hausse du SMIC de référence augmente potentiellement l'allègement patronal.

HYPOTHÈSE ILLUSTRATIVE : SMIC + 2,5 % | SALAIRES BRUTS INCHANGÉS

1 SMIC de référence	2 Rémunérations	3 Salaire	4 Coefficient RGDU
+ 2,5 %	inchangées	diminue	augmente

CONSÉQUENCE POUR L'ENTREPRISE sans révision des salaires :
→ **Cotisations patronales plus faibles (coefficient RGDU en hausse)**

CONSÉQUENCE POUR LES SALARIES sans révision des salaires :
→ **pouvoir d'achat dégradé**

Sans hausse de salaire :
Le gain généré par la revalorisation du SMIC dans la formule de la RGDU profiterait à l'employeur sans qu'il y ait redistribution aux salariés

Sources : art. L. 241-13 CSS ; URSSAF, « Réduction générale dégressive unique », mise à jour du 13 juillet 2026. Hypothèse de + 2,5 % illustrative.

2.3.2 PROJET DE LOI DE FINANCE 2027 : Les perspectives à septembre 2026

A fin septembre 2026, les comptes sociaux restent durablement dégradés alors même que les marges politiques pour réaliser des économies importantes sont faibles. Par ailleurs le vote du budget s'inscrit dans un contexte électoral futur rendant incertain sa réalisation.

Dans ce contexte; la question n'est plus de savoir s'il y aura des mesures de redressement, mais lesquelles pourront être politiquement adoptées
Ainsi, le projet de loi de finance, pourrait peut-être porter son attention sur :

- les dépenses médicales afin de rééquilibrer les comptes de la sécurité sociale : réductions de prise en charge au niveau de la santé (franchises médicales par exemple), des restrictions de remboursement de certains médicaments et notamment un arbitrage sur le prix des médicaments génériques, des optimisations dans l'organisation des établissements de santé publics, etc…
- La mise à contribution des complémentaires santé par une contribution supplémentaire
- La fraude sociale avec des contrôles renforcés
- La réduction des exonérations de cotisations sociales pourrait également faire partie des éléments mis en œuvre, même s'il pourrait faire débat en raison de son impact sur l'emploi et notamment sur les bas salaires

A la veille d'élections présidentielles, le PLFSS 2027 traitera donc probablement plus les conséquences financières que les causes structurelles du déficit social : le vieillissement de la population, la croissance des maladies chroniques.
Le débat sur le maintien des compétences (dépenses de formation / éducation / France Travail), ne devrait malheureusement pas être central, malgré des enjeux majeurs pour l'avenir.

Depuis le 13 octobre, l'Assemblée nationale examine le projet de loi de finances pour 2027

2.3.2 PROJET DE LOI DE FINANCE et PLFSS 2027 : Les mesures relatives aux particuliers

Le projet de loi de finances pour 2027 est en cours d'examen par le Parlement. Les mesures présentées dans cet article sont donc susceptibles d'être modifiées au cours des débats parlementaires.

Impôts sur le revenu (PLF 2027) : Indexation du barème de l'impôt sur l'inflation

Le barème de l'ensemble des tranches serait indexé à hauteur de l'inflation (+2,1%)

Prime Carburant (PLF 2027) : Revalorisation du plafond à hauteur de 1 000 euros.

APL et prime d'activité (PLF 2027) : Pas de revalorisation en 2027 prévue.

Indemnités journalières (PLF 2027) : Réduction des avantages fiscaux et sociaux :

- ALD : 50 % des indemnités deviendraient imposables ;
- AT/MP : fin de l'exonération partielle d'impôt sur le revenu ;
- Maladie et AT/MP : suppression du taux réduit de CSG.

Un plafond unique d'exonération fiscale (PLF 2027) :

Le régime fiscal des indemnités versées à l'occasion de la rupture d'un contrat de travail serait simplifié. Le PLF propose un plafond unique d'exonération d'impôt sur le revenu, correspondant au plafond annuel de la Sécurité sociale, soit 48 060 euros en 2026.

2.3.2 PROJET DE LOI DE FINANCE 2027 et PLFSS 2027 : Les mesures relatives aux entreprises

Le projet de loi de finances pour 2027 est en cours d'examen par le Parlement. Les mesures présentées dans cet article sont donc susceptibles d'être modifiées au cours des débats parlementaires.

C3IV (PLF 2027) : Le crédit d'impôt pour investissement en faveur de l'industrie verte

Prolongé jusqu'à fin 2028 par la loi de finance 2026, serait étendu à de nouvelles activités, notamment les réseaux électriques, le solaire thermique, les groupes de batteries pour véhicules électriques et les aimants permanents associés aux technologies de propulsion électrique.

Investissements pour « industrie 4.0 » (PLF 2027) : Suramortissement temporaire visant à moderniser l'outil productif des entreprises industrielles. Sont notamment concernés la robotique, l'impression 3D, les jumeaux numériques, l'intelligence artificielle générative, l'analyse avancée de données, etc.

Impôts sur les sociétés (PLF 2027) : contribution exceptionnelle des grandes entreprises appliquée depuis 2025 est reconduite en 2027

- Reconduction de la contribution sur les bénéfices avec un taux de contribution réduit.
- Transport maritime : rétablissement pour un exercice de la contribution exceptionnelle sur le résultat d'exploitation, mais à un taux inférieur à celui précédemment appliqué.

Infrastructures de transport (PLF 2027) : renforcement de la taxe pour les exploitants les plus rentables

- Cette taxe est due par les exploitants dont les revenus annuels d'exploitation dépassent 120 millions d'euros et dont le niveau moyen de rentabilité excède 10 %. La fraction des revenus dépassant 120 millions d'euros est actuellement taxée au taux de 4,6 %.
- Le PLF prévoit de moduler ce taux en fonction de la rentabilité de l'exploitant. Il resterait fixé à 4,6 % jusqu'à 20 % de rentabilité, puis augmenterait progressivement pour atteindre 12,2 % à partir de 30 % de rentabilité

3. LES AXES DE LA NEGOCIATION 2027 ?

Les principaux axes de négociation des NAO 2027 :

a) *Prendre en compte les performances économiques* réelles et prévisionnelles de chaque entreprise

b) *Combler les pertes passées de pouvoir d'achat* et prendre en compte les prévisions d'inflation

c) Se servir des évolutions législatives et fiscales favorables aux entreprises :
=> En attente du Projet de Loi de Finance de Sécurité Sociale 2027

a) Axer une partie des revendications sur les *« accessoires aux salaires »*

A date :
Hausse de l'IPC/ IPCH Induisant probablement une revalorisation du SMIC en janvier 2027. Sans hausse de salaires dans les entreprises, cela génèrera un gain en raison de la baisse mécanique des cotisations patronales (RGDU).

En attente :
Impacts de la loi de finance SS 2027

Pourrait induire :
Revalorisation des plafonds URSSAF et de sécurité sociale utilisés pour les exonérations sur les avantages en nature, etc...

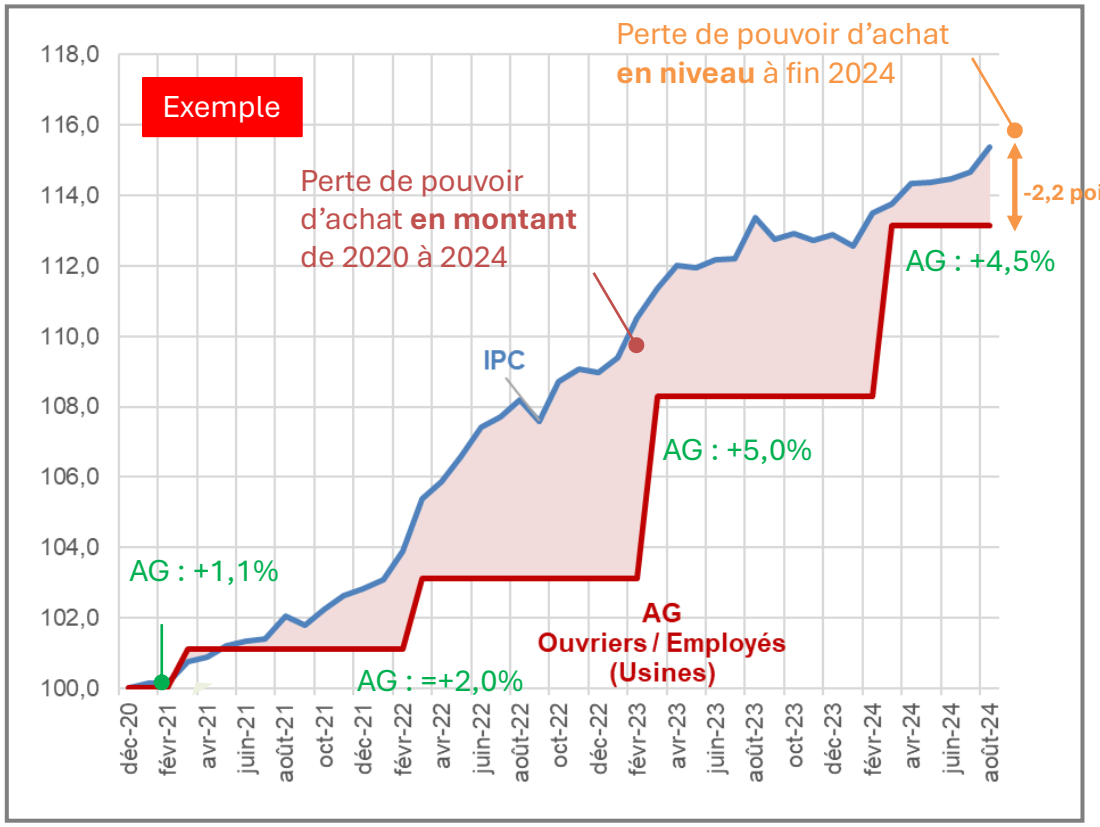
3.2 AXES DE NEGOCIATION 2027 :

ZOOM => b) Combler les pertes de pouvoir d'achat

Objectifs pour les NAO 2027 ?

- **Combler les pertes de pouvoir d'achat**
  (en niveau et en montant)
- **Compenser l'inflation en niveau**

Exemple d'évolution mensuelle du pouvoir d'achat des ouvriers dans une entreprise sur la période 2021-août 2024, en base 100 décembre 2020



Légende: Gain pouvoir d'achat Perte pouvoir d'achat

3.3 AXES DE NEGOCIATION 2027 :

Compte tenu du niveau d'inflation,

1. **En premier lieu des augmentations générales, des hausses de salaire = DURABLE,**

2. **privilégier les revendications portant sur les éléments accessoires aux salaires :**

Exemple de « package » *A adapter selon chaque cas de figure*

- ***Supplément d'intéressement et de participation ou/et Prime de partage de la valeur ajoutée (PPV)***

- ***Augmenter le niveau de prise en charge par l'employeur si c'est possible*** *:*
  - *des tickets restaurants*
  - *de la prime mutuelle / prévoyance*
  - *de* ***l'abonnement / indemnité de transport = prime transport***

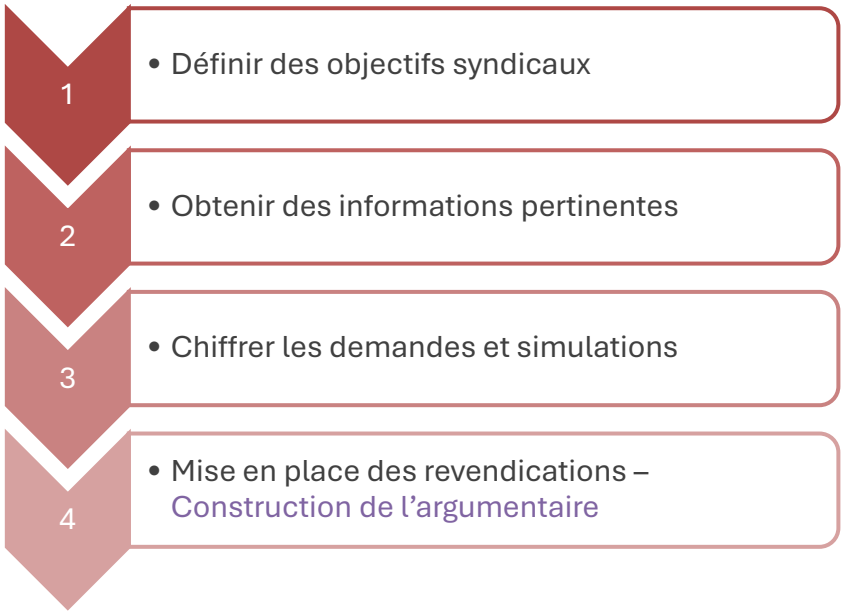
- ***Jours de congés supplémentaires*** *: ancienneté, enfants malades, carence maladie. Ou* ***mise en place d'un CET****.*

- ***Augmenter le budget des CSE*** *éventuellement affectée aux mesures suivantes :*
  - *Chèques cadeaux (200 € / bénéficiaire en 2026)*
  - *Chèques vacances (sans plafond lorsque c'est attribué par le CSE)*
  - *Chèques emplois services universels (CESU, plafond de 2 591 € / bénéficiaire en 2026)*
  - *Aides financières en faveur des services à la personne (relatifs aux tâches ménagères ou familiales) et de garde d'enfant (plafond de 2 591 € / bénéficiaire en 2026)*

Attention : Le CSE ne doit pas se substituer à l'employeur dans le gain de pouvoir d'achat.

3.4 EN PRATIQUE – PREPARER LES NAO :

Quelles sont les marges de manœuvre votre entreprise ? Comment chiffrer vos demandes ? Le montant des demandes est-il compatible avec la situation économique de votre entreprise ? Les consultants d'Axia Consultants vous accompagnent pour répondre à ces questions.



Axia Consultants

vous accompagne, selon vos besoins, au cours des différentes étapes des

Négociations Annuelles Obligatoires (NAO).

axiaconsultants

accompagne les Instances Représentatives du Personnel depuis plus de 20 ans sur les enjeux économiques, juridiques, sociaux et en santé au travail.

Nous proposons des missions d'expertises, d'assistance ou des formations sur mesure, pour vous accompagner selon vos besoins.

Consulter nos domaines d'activités

Nous contacter

S'abonner à notre newsletter

axiaconsultants

74 avenue Paul Doumer
75116 PARIS
Tél. : 01 34 58 26 60
www.axia-consultants.com

S.A.S. d'Expertise Comptable inscrite à l'Ordre des Experts Comptables de la Région Parisienne au capital de 40 000 €
411 822 455 R.C.S. PARIS – SIRET 411 822 455 00035 – APE 6920Z